

Rapport sur les Droits de l'Homme au Mali: Les recommandations de la CNDH au gouvernement

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

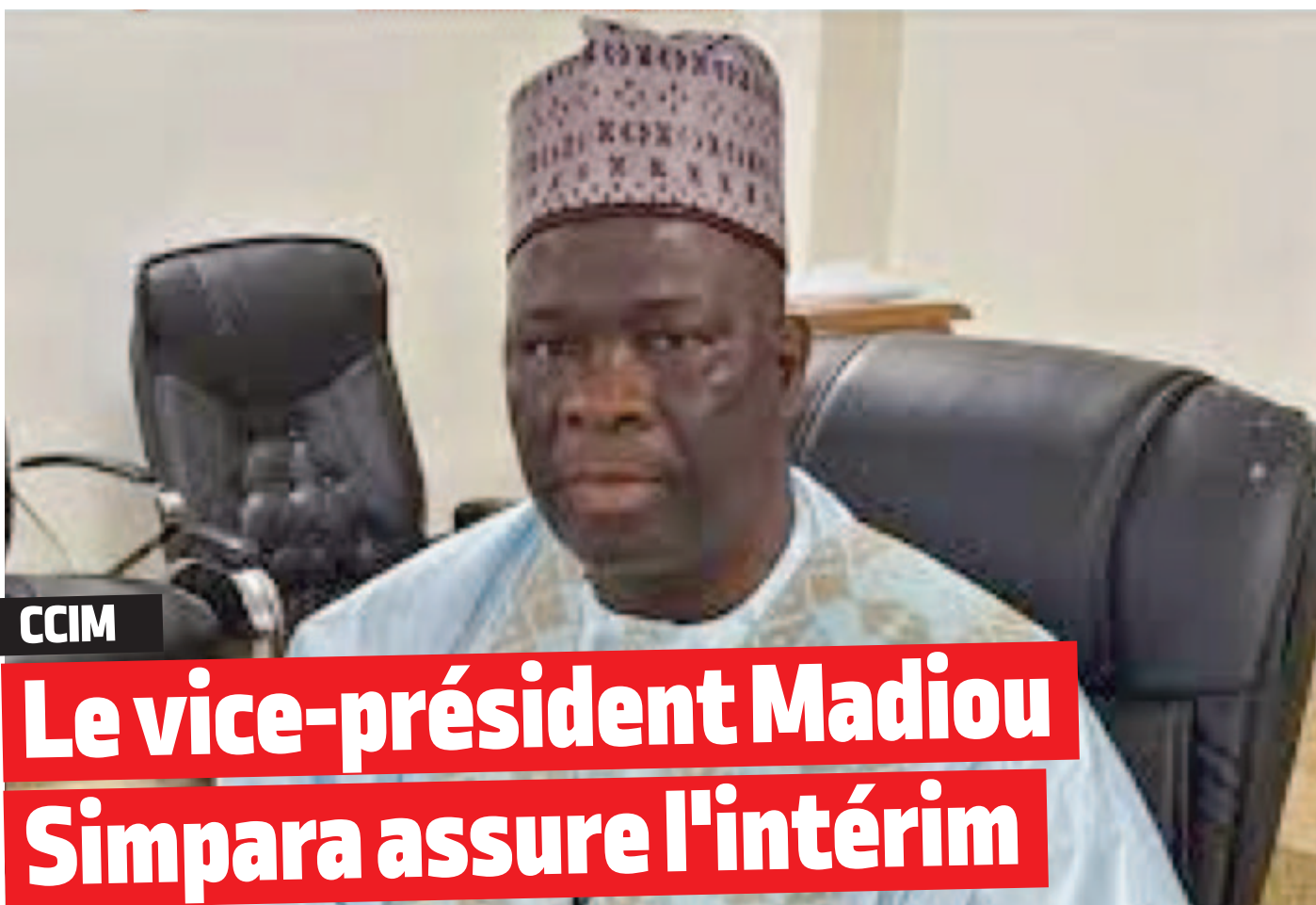
MARDI 20 DECEMBRE 2022

1248

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



CCIM

Le vice-président Madiou Simpara assure l'intérim



3e congrès de la CODEM : L'offre politique de Housseini Amion Guindo



Communication : Amadou Moustapha Diop livre sa recette à la nouvelle génération



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

19 Nov.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Toussier ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

180

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

622 917 Vaccinations incomplètes

2 613 088 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 764

Guéris

31 944

Décès

743

dont 05 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.16



P.19



/ Une /



CCIM : Le vice-président Madiou Simpara assure l'intérim

P.5

/ Brèves /



Stratégie nationale de lutte contre la corruption : « Le Mali aura toutes les cartes en main... », dixit Ibrahim Ikassa Maiga

P.11

Reprise du chemin de fer : Clément monte au créneau en ratant le coche

P.11

Mali : L'avenir du processus d'Alger en question

P.12

Lutte contre le changement climatique : Le Mali obtient 53,75 millions d'euros de la BAD

P.12

Montée des eaux à Tombouctou : « Du jamais vu depuis 1993 »

P.13

Sommet-USA-Afrique : Mali, guinée et Burkina Faso ignorés

P.13

/ Actualité /



Rapport sur les Droits de l'Homme au Mali : Les recommandations de la CNDH au gouvernement

P.16

Mopti : Bâtir la paix à travers la lutte contre la désinformation

P.17

/ Politique /



Parti Mali Émergent : La démonstration de force de Mme Boré Aïssata Traoré

P.19

3e congrès de la CODEM : L'offre politique de Housseini Amion Guindo

P.20

/ Culture & société /



Communication : Amadou Moustapha Diop livre sa recette à la nouvelle génération

P.21

/ International /



Guinée Bissau : Les Chefs des opérations de la CEDEAO se réunissent à Bissau en prélude à la Session extraordinaire du Comité des Chefs d'Etat-major de la CEDEAO

P.23

CEDEAO : Mission de dissémination, de collecte de données complémentaires et d'évaluation des capacités en Système d'Information Énergétique en Côte d'Ivoire, au Niger et au Nigeria

P.24

/ Sport /



Mondial FIFA Qatar'22 : Le Centre des Médias du pays hôte, une expérience unique

P.25

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



Pour Femme / For Women

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

CCIM Le vice-président Madiou Simpara assure l'intérim

Le premier Vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali (CCIM), Madiou Simpara, assure désormais l'intérim à la tête de l'institution consulaire. Ceci fait suite à l'incarcération, le 23 novembre dernier, du titulaire du poste, Youssouf Bathily, et conformément aux dispositions du Règlement intérieur de l'institution consulaire.



L'homme qui vient de présider, pour la seconde fois, la réunion de bureau, laquelle a enregistré, le samedi 17 décembre dernier, la participation de l'ensemble des membres de l'organe dirigeant de la CCIM, est loin d'être un inconnu dans le monde des affaires au Mali.

Natif de Banamba, ce sexagénaire a, progressivement, gravi tous les échelons du commerce, pour se hisser, dès les années 1990, à la tête d'un conglomérat. Évoluant dans des secteurs aussi diversifiés que le commerce général, la représentation et la distribution, l'immobilier, le transit, les transports, l'agro-industrie, la vente de pièces automobiles, d'engins à deux roues, d'appareils électro-ménagers et électroniques, entre autres, Madiou Simpara est aujourd'hui considéré comme l'une des plus grosses fortunes du pays.

Très modeste et généreux, l'homme d'affaires n'aurait jamais imaginé qu'il allait un jour assurer l'intérim de Youssouf Bathily, pour lequel il s'était beaucoup battu lors du renouvellement du mandat de ce dernier, le 11 mars 2021, à la tête de la CCIM. Malheureusement,

le président élu à l'issue de ce scrutin, à savoir Youssouf Bathily a été incarcéré, le 23 novembre dernier, à la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako (MCA), dans une affaire d'atteinte aux biens publics » sur la base d'un rapport du Bureau du Vérificateur Général, datant de 2020. Face donc à cette situation exceptionnelle, laquelle a fortement secoué le bureau et l'ensemble du personnel de la CCIM, le premier

Vice-président Madiou Simpara s'est trouvé dans l'obligation d'assumer l'intérim, en attendant que le titulaire du poste revienne, à l'issue d'une mise en liberté provisoire, vivement souhaitée par tous ses proches et ses collaborateurs. En effet, l'article 50 du Règlement intérieur de la CCIM stipule qu'« **en cas d'empêchement, d'absence ou de maladie du Président, celui-ci est suppléé dans ses fonctions par l'un des vice-présidents dans l'ordre de préséance...** ».

D'autre part, dans le cadre de la poursuite des activités de la Chambre, la réunion de bureau a adopté, le samedi dernier sous la présidence de Madiou Simpara, un programme 2022 revu, qui portera sur une période de trois mois. Quant à l'agenda international du président intérimaire, celui-ci participera, dès ce lundi 19 décembre à Conakry, à la 2ème Edition du Salon de l'Industrie de Guinée (SIG), prévu du 19 au 21 décembre courant, et à la 4ème Edition de la Foire Internationale de Guinée (FIG), démarrée le 8 décembre dernier pour durer jusqu'au 8 janvier 2023. Rappelons que le Mali est l'invité d'honneur de cette édition du SIG.

■ Binadjan Doumbia



■ Yeah Samake



Yeah Samake est avec Kaou Abdramane Diallo. Mon parcours éducatif et professionnel couplé avec mon unique expérience sociale m'ont préparé à donner à mes concitoyens un leadership solide fondé sur des principes tels que l'intégrité, la clairvoyance et le service. Les deux dernières décennies ont vu beaucoup de miracles, petits et grands, se dérouler dans ma vie. De mon modeste début, j'en suis venu à apprécier la vie dans un grand pays, d'acquérir une éducation de qualité et de vivre une vie épanouissante. Je dois toutes ces bénédictions à Dieu, à mon pays, à ma famille, et des volontés parce que vous avez investi votre temps et vos ressources pour m'aider à atteindre mon potentiel. Je suis maintenant en mesure de donner en retour, parce que j'ai aussi pu saisir le moment à chaque fois que la fenêtre d'opportunité a été maintenue ouverte par vos bons soins. Avec des compétences exceptionnelles, de précieuses expériences et les principes moraux que j'ai acquis, je suis bien préparé pour faire du Mali un pays de liberté, d'opportunité et de prospérité dans la stabilité. En tant que leader, je vais promouvoir la conviction que c'est par l'esprit d'entrepreneuriat, la gouvernance vertueuse et la citoyenneté que le Mali retrouvera son illustre prospérité précoloniale. ENSEMBLE REPRENONS LE CONTRÔLE DE NOTRE DESTIN COMMUN Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



■ Ibrahim Ikassa MAIGA



#MRE

Le Ministre de la Refondation, invité d'honneur du Sommet sur l'intégrité d'Accountability Lab-

Mali. Le vendredi 16 décembre 2022, le Ministre Ibrahim Ikassa Maiga, a pris part au sommet sur l'intégrité 2022, en qualité d'invité d'honneur, à l'hôtel Colibris de Bamako.

Cette heureuse initiative de l'organisation Accountabilitylab Mali s'inscrit dans le cadre de sa campagne "Integrity Icon Mali" pour célébrer les hommes et femmes intègres du pays. Le thème débattu au cours du sommet qui a réuni des personnalités et des sommités, était "l'importance de l'intégrité dans la gestion des affaires publiques". Dans son mot de clôture, le Ministre a félicité et encouragé Accountability Mali pour son initiative, son dynamisme et son engagement à promouvoir la bonne gouvernance à travers les valeurs d'éthique et d'intégrité, toute chose qui cadre parfaitement avec la vision du Mali kura et les orientations des plus hautes autorités.

Il a également félicité les lauréats du programme Integrity Icon Mali 2022, tout en les souhaitant bonne chance pour le reste du processus. #CCOM-MRE



■ Primature du Mali



Secteur de défense Numéro 5 : Le Premier ministre félicite et encourage les FAMA

En mission à Ségou le Premier ministre a tenu à féliciter et encourager les Forces de défense et de sécurité (FDS) déployées dans la 2^e région militaire.

Il s'est rendu le dimanche 18 décembre 2022 au Camp Cheikou Amadou TALL où le Colonel Oumar Youssouf CISSÉ, commandant de la région militaire Numéro 2 et commandant du secteur 5, a exposé au Premier ministre les Opérations en cours et les perspectives dans le secteur 5.

Choguel Kokalla Maiga a salué l'engagement des Forces armées maliennes (FAMA) pour la sécurisation des populations et surtout pour le maillage du territoire qui a permis la reprise progressive des activités par les populations dans les champs, les périmètres irrigués et les foires hebdomadaires.

Le Chef du Gouvernement a rappelé que les Forces de défense et de Sécurité constituent la colonne vertébrale de la Nation. A ce titre dira le Premier ministre, la Nation leur est redevable pour tous les sacrifices qu'elles continuent de consentir.

CCRP /Primature



Hippisme : la deuxième édition du Grand prix Assimi Goita vécue. Le champ hippique Mahamadou NDiaye dit Madou Fing de Ségou a abrité ce samedi 17 Décembre le Grand prix Assimi Goita, deuxième édition. C'était sous la présidence du Premier ministre, Choguel K MAÏGA, représentant le Président de la transition, le Colonel Assimi Goita, en présence de Aguibou Dembélé, conseiller spécial du président de la transition et de plusieurs autres personnalités. Les courses ont concerné les petits chevaux, les demi-Cracks et les cracks.

1- Catégorie petits chevaux : Le cheval " Delta Force " de Dramane est venu est tête;

2- catégorie démi Cracks 1.800 m : c'est le cheval " Mansour " de Abdoulaye Madani Kida, qui a remporté le 1er prix;

3- Pour la catégorie Cracks 2.000 m : le trophée est revenu au cheval " Alamissani " de Checo Wele.

Dans son allocution, le Premier ministre a, au nom du président de la transition, salué tous ceux qui ont participé à la compétition. Pour lui, il n'y a pas ni vainqueurs ni vaincus, en somme c'est la jeunesse malienne qui a gagné a-t-il souligné. Il a enfin appelé les Maliens à l'union sacrée au tour de l'essentiel.

CCRP /Primature.



■ Présidence de la République du Mali

Koulouba | 19 décembre 2022 | #Audience

Le Président de la Transition a reçu le nouveau bureau du CNPM

Le Président de la Transition, SE le Colonel As-



simi GOÏTA, Chef de l'État, a accordé une audience à une délégation du nouveau bureau du Conseil national du Patronat du Mali (CNPM), ce lundi 19 décembre 2022. Cette délégation était conduite par le Président du CNPM, Mossadeck BALLY. « Le Chef de l'État a décidé de nous accorder cette audience. Nous sommes venus nous présenter en tant que le tout nouveau bureau élu du Conseil national du Patronat du Mali », a expliqué le nouveau Président du CNPM, à sa sortie d'audience, avant de préciser que cette faitière du secteur privé regroupe tous les groupements professionnels.

M. BALLY a rappelé la « crise profonde » de laquelle sort la faitière. Une crise qui a « trouvé son épilogue le 1er octobre 2022, avec les élections patronales qui ont mis en place un bureau consensuel de 31 membres ». Au cours de cette visite de courtoisie au Chef de l'État, le nouveau bureau a saisi l'occasion pour parler de son programme de travail, axé sur cinq grandes thématiques : l'énergie, les ressources humaines, les infrastructures, la fiscalité et le financement. Le Président du CNPM a remercié le Chef de l'État et l'ensemble des membres du Gouvernement pour leur accompagnement sans faille au secteur privé afin qu'il puisse sortir du blocage. Il a ensuite demandé leur accompagnement continu en vue de « redynamiser les investissements productifs au Mali », car le Mali « a besoin de créer des centaines de milliers d'emplois pour absorber le flux de jeunes qui arrive sur le marché du travail ».

En ce qui concerne la situation économique actuelle du pays, notamment « la vie chère », le CNPM rassure travailler avec les différents départements spécialisés sur la problématique. « Nous sommes membres d'une commission mise en place par le Premier ministre, et qui s'est déjà réunie plusieurs fois en vue de parler de l'inflation, qui est essentiellement importée », précise M. BALLY, qui rappelle que cette inflation n'est nullement la faute aux autorités maliennes. Elle est liée d'une part aux deux années de pandémie de COVID-19, et d'autre part à la guerre russo-ukrainienne, qui est aujourd'hui la cause principale de cette inflation, a-t-il indiqué.

Selon le CNPM, tous les pays du monde connaissent ce problème d'inflation, à commencer par les grandes puissances. Toutefois, il rassure de l'existence d'un « vrai dialogue entre l'État et le secteur privé, notamment la Chambre de commerce, mais aussi le CNPM pour pouvoir juguler cette inflation ». Les autorités maliennes ne peuvent que prendre des mesures pour atténuer cette inflation, qui est importée, a-t-il conclu ses propos.



Koulouba | 19 décembre 2022 | #Audience

Rencontre entre le Président de la Transition et le Conseil malien des chargeurs. Une délégation du Conseil malien des chargeurs, conduite par son Président, Kissima SYLLA, a rendu, ce lundi 19 décembre 2022, une visite de courtoisie au Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État. Cette visite entre dans le cadre de la présentation du nouveau bureau en charge du Conseil malien des Chargeurs. À sa sortie d'audience, Kissima SYLLA a indiqué être venu saluer le Président de la Transition. Au cours de cette première rencontre avec le Chef de l'État, le Conseil malien des chargeurs a rappelé tous les efforts qu'il a fournis pour le bien-être des Maliens lors de l'embargo de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africains (UEMOA). Selon les précisions de M. SYLLA, durant cette période d'embargo, les opérateurs économiques maliens se sont battus en vue d'assurer l'approvisionnement du pays en produits de première nécessité. Ils ont ainsi accompli leur devoir de patriotisme, a-t-il expliqué avant de rassurer que dans le contexte actuel de la cherté du marché, des dispositions sont en train d'être prises, en collaboration avec les opérateurs économiques en vue de pallier les difficultés qui pèsent sur le pays. L'objectif du Conseil malien des chargeurs est de rendre accessibles aux populations maliennes les produits de première nécessité et à moindre coût, a-t-il rassuré.



■ Serge Daniel



#CEDEAO-Sécurité-putsch / Fin ce 19/12/ à Bissao de trois rencontres: Chefs des opérations, chefs services de renseignements et chefs Comité des Chefs d'Etat-major de la CEDEAO. Deux sujets : mise en place d'une Force pour lutter contre les coups d'Etat et le terrorisme.

■ Malick Konate



"La qualité de son football met de côté toute rivalité. J'ai vu de nombreux Brésiliens - et des personnes du monde entier - encourager Messi

dans cette finale électrique. Un adieu digne d'un génie qui, au-delà d'être la star de cette Coupe, a été le chef de file d'une époque. Félicitations Leo Messi !" a déclaré Ronaldo Nazario sur son compte Twitter; #Bèki_Takè



■ France en R.D.Congo



La #France condamne le soutien que le #Rwanda apporte au groupe #M23 et demande que les processus de Luanda et de Nairobi puissent être intégralement mis en œuvre.

■ fatoumata kaba

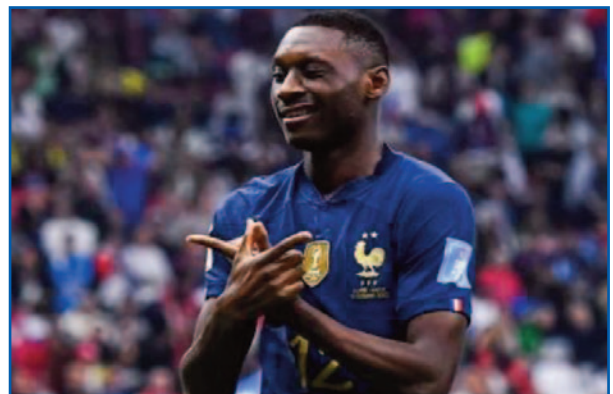


Je rends grâce au tout Puissant Allah et exprime ma profonde gratitude au Président Colonel Mamadi Doumbouya pour l'honneur qu'il m'a fait en me nommant Ambassadeur de Guinée aux États Unis D'Amérique.

■ Mali Actu



Insultés sur les réseaux sociaux, Kolo Muani et Aurélien Tchouaméni ont pris une forte décision après la défaite en finale de la coupe du monde. Malgré un triplé de Kylian Mbappé, les Bleus ont succombé à la folie argentine, hier soir au Qatar, et ont finalement déposé les armes aux tirs au but (3-3, 2 tab 4).



AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif à **l'entretien et nettoyage des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts.**

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA.**

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Judi 29 Décembre 2022 à 13 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Judi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif au **gardienage et surveillance des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts**.

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA**.

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 14 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

Stratégie nationale de lutte contre la corruption : « Le Mali aura toutes les cartes en main... », dixit Ibrahim Ikassa Maiga



Le ministre de la refondation de l'état, chargé des relations avec les institutions, Ibrahim Ikassa Maiga, valide le projet de stratégie nationale de lutte contre la corruption. Une des recommandations des ANR traduites en acte pour promouvoir la bonne gouvernance et lutter contre la corruption sous toutes ses formes dans notre pays.

« En se dotant d'une Stratégie nationale de lutte contre la corruption, le Mali aura désormais toutes les cartes en main, pour faire échec à l'opacité dans la gestion des affaires publiques, la concussion, le népotisme, les pratiques illicites, frauduleuses voire criminelles de gains de diverses natures pour un profit personnel au détriment du trésor public et de l'amélioration des conditions de vie des populations », a déclaré le ministre Ibrahim Ikassa Maiga à l'ouverture de l'atelier de validation de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption, les 29, 30 Novembre et 1er Décembre 2022 à Bamako.

Les nombreuses initiatives prises en matière de lutte contre la corruption entre 2008 à 2016 n'ont pas permis de parvenir au bout du phénomène de corruption. Mais force est de reconnaître que des avancées majeures ont été enregistrées, selon le ministre Maïga, sur le plan institutionnel, avec la mise en place du Bureau du Vérificateur général et la création de l'Office Central de Lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI). Pour lui, il est vrai qu'une chose est de relever les faits répréhensibles, une autre est de les poursuivre véritablement, toute chose qui questionne le rôle déterminant de l'appareil judiciaire dans le mécanisme pénal de lutte contre le phénomène de corruption.

« Ce combat, grâce à la détermination des hautes autorités de la transition, est à notre portée, parce que nous avons un arsenal juridique éprouvé en la matière, des organes crédibles, une volonté politique affirmée en faveur de la transparence et un peuple en éveil, de plus en plus exigeant à ce sujet », reconnaît-il, avant d'ajouter. « Il nous manquait, justement, une stratégie coordonnée et consensuelle pour mutualiser les efforts des organes, de la société civile, des partenaires au développement et des populations en vue d'améliorer l'efficacité de notre action ».

La consolidation des efforts entrepris par le Gouvernement, les Institutions, les acteurs privés et des organisations de la société civile en faveur d'un modèle de citoyenneté qui ne laisse aucune place à la corruption ; l'élaboration en cours d'un projet de Programme national d'édu-

Reprise du chemin de fer : Clément monte au créneau en ratant le coche



Décidé à trouver une place sous le soleil brûlant de la République, le président du PPC, Clément Dembelé, est désormais sur tous les fronts. De la cherté de la vie en passant par la sécurité jusqu'à la problématique récente des intrants agricoles, il ne manque désormais aucune occasion pour régler ses comptes avec les autorités de la Transition. Compréhensible, au regard de sa position dans l'actuelle architecture de la transition, lui qui fut l'un des acteurs clé de son avènement. Et comme pour prendre sa revanche, il cherche depuis à s'engouffrer dans les failles d'un régime qui peine à combler toutes les attentes et à honorer ses engagements. C'est le cas du retard accusé dans le redémarrage du train, que le président de PCC voulait mettre à profit pour occuper le devant la scène au détour de tant de promesses non tenues.

Lors de sa dernière sortie sur le sujet, le président de la Plateforme contre la corruption et le chômage, ex-candidat à la présidentielle de 2018, a taxé les autorités de la Transition de menteurs, tout en soutenant que le train 2225, qui avait fait un aller-retour sur l'axe Bamako-Kayes, est incapable d'assurer cette reprise tant promise par les autorités. Sauf que pour bon nombres d'observateurs, Clément a raté la cible en soulevant un faux problème. Et pour cause, c'est plutôt l'administration de la Sopafer qui semble être dans l'incapacité de proposer un plan de sortie de crise depuis bientôt cinq ans. Pas étonnant, pour une administration composée exclusivement de financiers avec des décisions très disproportionnées dont celles consistent à engager des dépenses dans le branding des gares ferroviaires pendant que le train cessait de siffler. S'y ajoute l'achat de véhicules Toyota Land Cruiser V8 : l'un pour le PCA et l'autre pour le DG immatriculé BV 9682 MD, puis une autre de type Fordner immatriculé BV 9683 MD offert au DGA. Et pendant ce temps, les cheminots meurent sous le coup d'impayés salariaux de plusieurs mois cumulés.

Amidou Keita / Source : Le Témoin

cation aux Valeurs (PNEV) qui va permettre de modeler, autant à l'école, dans les familles qu'au sein de l'Administration d'État, le nouveau citoyen malien et la moralisation des concours d'accès à la Fonction publique et des examens à l'école sont autant d'initiatives prises pour parfaire les options consensuelles déclinées dans la stratégie nationale de lutte contre la corruption.

O. A. Morba / Source : Le Nouveau Courrier

Mali : L'avenir du processus d'Alger en question



Au Mali, la CMA réclame une réunion d'urgence dans un endroit neutre pour évoquer l'avenir des accords issus du processus d'Alger.

Au Mali, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) demande une réunion d'urgence "dans un endroit neutre" à l'Algérie et aux autres médiateurs internationaux. La CMA relève la lenteur dans l'application de ces accords. Les ex-rebelles touaregs sont actuellement réunis dans la ville de Kidal et ils veulent...

NO COMMENT GOUVERNEMENTAL

Pour Mahamadou Diouara, chef de cabinet du ministre de la Réconciliation nationale, le Mali, le gouvernement de transition se garde de tout commentaire pour l'instant à la demande de la CMA.

Il indique par ailleurs qu'une réponse adaptée sera réservée au vœu émis par l'ancienne CMA.

DES SOLUTIONS AU MALI POUR LE MALI

Maiga Hadeye Maiga, présidente nationale des Mouvements de la Plateforme, un groupe d'auto-défense proche du pouvoir, estime pour sa part qu'il serait "inutile d'aller débattre des problèmes maliens hors des frontières maliennes". "Je ne vois pas l'utilité d'aller ailleurs, déclare-t-elle. Nous sommes chez nous entre frères et sœurs, ce qu'on peut dire ailleurs, on peut le dire ici au Mali, à Bamako. Il n'y a pas de représentant de la CMA qui n'a pas sa maison à Bamako. Ils y sont tous. Nous avons des logements, nous avons tout ce qu'il faut. Nous pouvons donc nous réunir à Bamako. Je ne trouve donc pas nécessaire que nous nous transportions pour aller discuter de nos problèmes ailleurs."

En marge d'une réunion du comité de suivi des Accords d'Alger, à Kidal, en février 2021

BESOIN D'UN NOUVEAU SOUFFLE

Selon Alexis Kalembray, journaliste et directeur de publication à Mali Tribunes, la demande de la CMA autour d'une réunion d'urgence sur les accords d'Alger était prévisible.

"L'accord d'Alger en est à un niveau où il faut un second souffle, estime-t-il. Il fallait ou il faut nécessairement que quelqu'un mette les pieds dans le plat afin qu'on relance les négociations et les discussions. Toutes les parties sont insatisfaites de l'accord. Ça ne bouge pas parce que chacun veut qu'on mette en application ce qui l'arrange. Mais il faut obligatoirement une renégociation pour relancer. Tout ce que la CMA dit est vrai, mais la CMA n'est pas non plus exempte de tout reproche par rapport à l'application des accords issus du processus d'Alger."

Lutte contre le changement climatique : Le Mali obtient 53,75 millions d'euros de la BAD



Le groupe de la Banque africaine de développement (BAD), à travers son guichet concessionnel, le Fond africain de développement (FAD) a approuvé le 13 décembre 2022 un financement de 53,75 millions d'euros, soit 35,26 milliards FCFA en faveur du Mali pour la mise en œuvre d'un projet de renforcement de la résilience des communautés de base face au changement climatique.

Ce fonds permettra la mise en œuvre de ce projet qui met l'accent sur l'amélioration des chaînes de valeur, de la production et la productivité agricoles.

Outre la création de petites et moyennes industries, son financement est composé d'un apport de la BAD, dont un prêt à taux préférentiel de 34,81 millions d'euros (23 milliards FCFA) et un don de 18,93 millions d'euros (12 milliards FCFA) ainsi que du gouvernement malien qui consacre 5,26 millions d'euros (3 milliards FCFA).

Par ailleurs, le projet contribuera à réduire la vulnérabilité des populations face aux chocs climatiques, améliorer la productivité des actifs, réduire les importations de certaines denrées en développant des infrastructures et des aménagements résilients au changement climatique et sobres en carbone.

Notons également que le projet couvrira 18 communes du Mali, bénéficiera à environ 829 685 personnes et créera quelques 346 800 emplois directs et indirects. Pour rappel, le portefeuille d'actif de la BAD comptait 20 opérations d'un montant cumulé de 593,39 millions d'euros, soit 389 milliards FCFA.

Binadjan Doumbia

Dans son texte, la Coordination des mouvements de l'Azawad justifie sa demande, par "le besoin d'un examen décisif de la viabilité de l'accord signé en 2015."

Source : DW

**Montée des eaux à Tombouctou :
« Du jamais vu depuis 1993 »**

A Tombouctou, dans le nord du Mali, la crue du fleuve continue. Les populations tentent difficilement de contenir les eaux. Une première depuis 1993 selon des riverains.

Depuis environ un mois, la région de Tombouctou fait face à des inondations, à cause de la montée du niveau du fleuve. Plusieurs localités sont touchées par le phénomène qui inquiète les populations de la région. Surtout en ces moments de récolte de céréales. Dans le cercle de Diré, où plus d'un millier d'hectares sont submergés, les responsables du service d'agriculture préviennent que si rien n'est fait, il sera difficile d'éviter une catastrophe humanitaire.

« Près de mille cinq cent hectares sont inondés. Cela continue car l'eau continue d'avancer. On ne sait même pas quand est-ce que cela va s'arrêter. L'eau a fait des dégâts dans les villages et plusieurs maisons sont inondées », se lamente Abdoulaye Haïdara, vice-président de la chambre locale de l'agriculture de Diré

Les populations débordées

Sur place, les populations ont entrepris plusieurs initiatives pour essayer de limiter les dégâts causés par cette forte montée des eaux. Mais en vain. « Les communes les plus touchées sont Dangha, Sarreamou, et Garbakouira. Depuis longtemps la jeunesse est sur pied pour stopper l'eau mais cela n'a pas empêché la montée de l'eau cette année », explique Mahamane Traoré, secrétaire général du conseil local de la jeunesse de Diré.

Une grande partie de la région de Tombouctou est touchée par ces inondations. Cette montée du niveau du fleuve n'a pas épargné la ville de Tombouctou. Plusieurs parties de la cité des 333 saints sont également envahies par les eaux du fleuve. Face à la gravité de la situation, une délégation gouvernementale est annoncée dans la région.

Source : Studio Tamani

Sommet-USA-Afrique : Mali, guinée et Burkina Faso ignorés



Quarante-neuf chefs d'État africains participent, du 13 au 15 décembre 2022, au sommet des dirigeants « Leaders Summit » à Washington, sur invitation de la Maison Blanche.

Le Mali, la Guinée, le Burkina Faso et le Soudan sont les grands absents de ce sommet USA-Afrique, la troisième du genre. Ces États non invités sont dirigés par des régimes militaires et sous sanctions de l'Union africaine. Les États-Unis leur reprochent d'être en marge de la « démocratie ».

Toutefois, selon Molly Phee, secrétaire adjointe du bureau des Affaires africaines, les États-Unis continueront de travailler séparément avec les pays qui ne sont pas invités en raison de leur instabilité institutionnelle pour encourager un retour à une transition démocratique.

L'objectif de la rencontre est de parler des priorités de coopération face aux défis contemporains qui affectent l'ensemble des pays. « Il doit en résulter un cadre de partenariat qui s'appuiera sur les valeurs communes de paix, de démocratie, de droits de l'homme et de développement », précise le communiqué de presse de la présidence de la république togolaise.

Source : Ouestaf





Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Secretariat Général

Service des Ressources Humaines

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

I. OBJET :

Sélection d'une Greffière en Chef pour le poste de l'Unité des Plaintes et des Dénonciations de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

II. TÂCHES DE L'UNITÉ :

L'Unité des Plaintes et des Dénonciations est chargée :

- de recevoir et de traiter les plaintes et dénonciations relatives aux faits relevant de l'enrichissement illicite et infractions connexes dont elle est saisie par le Président ou le Conseil de l'Office ;
- d'examiner les dénonciations et plaintes adressées par le public et tous autres usagers à l'OCLEI et proposer, a cet effet, des rapports a l'attention du président de l'OCLEI ;
- d'élaborer les notes de synthèse incluant les propositions de suite à donner ;
- d'exploiter les rapports des structures de contrôle et d'autres organisations de la société civile transmis à l'OCLEI a sa demande ;
- de gérer le numéro vert.

III. COMPÉTENCES :

- avoir une bonne connaissance du droit pénal, du droit civil et de l'administration publique malienne ;
- avoir une bonne expérience en rédaction administrative précisément en matière d'analyse et de synthèse ;
- avoir une bonne maîtrise d'élaboration de note technique assortie d'avis juridique ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir l'esprit critique et l'esprit d'équipe ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être apte a travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;

- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs
- maîtriser l'outil informatique ;
- avoir de bonnes qualités relationnelles.

IV. QUALIFICATIONS REQUISES :

4.1. Formation :

Etre titulaire au moins d'une maîtrise en Droit;

4.2 Expérience :

avoir au moins 05 ans d'expérience après titularisation dans le corps des Greffiers en chef ;

4.3 Connaissance informatique :

- Bonne connaissance des outils informatiques [Word, Excel, Internet et power point].

4.4 Condition d'âge :

- Etre 4gée d'au moins 30 ans et d'au plus 50 ans.

Les candidatures féminines sont privilégiées conformément a la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

V. LIEU DE TRAVAIL

La Greffière en Chef sera basée 4 Bamako et pourra être déplacée, en cas de besoin, en tout autre endroit.

VI. DOSSIERS À FOURNIR

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- unCV actualisé daté et signé (sans photo) ;
- une copie certifiée conforme des diplomes de formation supérieure ou leurs équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation prouvant les expériences requises, des attestations de travail et de formation dans des postes de responsabilité occupés;
- certificat de nationalité;
- arrêté de titularisation dans le corps des Greffiers en chef.

VII. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé avec indication sur l'enveloppe « Candidature au poste de Chef de l'Unité des Plaintes et Dénonciations de l'OCLEI » au plus tard le 30 décembre 2022 4 16 heures GMT au Bureau d' Accueil et d' Orientation de l' Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue: 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée. Seules les candidates présélectionnées seront contactées.

Rapport sur les Droits de l'Homme au Mali : Les recommandations de la CNDH au gouvernement

Le rapport 2021 sur la situation générale des Droits de l'Homme au Mali a été présenté par la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH). Le Président de l'institution des Droits de l'Homme, M. Aguibou BOUARE et l'ensemble des commissaires de la CNDH étaient devant les membres du Conseil National de Transition (CNT) le jeudi 15 Décembre 2022 en session plénière, pour présenter ledit rapport.

Le rapport 2021 de la CNDH, présenté aux membres du CNT, examine, en six parties, la situation des droits de l'Homme au Mali. Il passe en revue l'état des droits civils et politiques, des droits économiques, sociaux et culturels, les droits des personnes vulnérables, la situation carcérale et les conditions de détention ainsi que le droit à un environnement sain. Un accent particulier est mis sur la question de l'esclavage par ascendance dans la Région de Kayes.

Selon le rapport 2021 de la CNDH, le phénomène de l'esclavage par ascendance dans la Région de Kayes a connu une évolution inquiétante, en raison, notamment, de ses manifestations de plus en plus violentes qui ont conduit à des pertes en vies humaines, des atteintes à l'intégrité physique et morale, des atteintes au droit de propriété, de nombreux déplacés internes, etc.

Selon ce rapport de la CNDH, l'année 2021 a été particulièrement éprouvante pour les populations, marquées par des abus et violations graves des droits de l'Homme constitutifs d'atteintes aux droits à la vie et au respect de l'intégrité physique, à la liberté de presse, de manifestation, de cortège et de réunion, perpétrés, notamment au Centre et au Nord du pays.

Le droit à l'éducation a été mis à mal dans les zones de conflits en raison, notamment des fermetures d'écoles sur menaces de groupes terroristes.

Quant au droit à la santé, si des progrès ont été constatés en matière d'équipements essentiellement, le comportement de certains agents de santé, reste à déplorer. A cela s'ajoute l'absence des services de santé dans les zones de conflit depuis un certain temps. Les droits des personnes privées de liberté et la situation carcérale ont connu un léger progrès avec la décongestion des prisons suite à la grâce présidentielle accordée à certains détenus. Cependant, les plus grands défis de-



meurent la surpopulation carcérale, le dépassement des délais de garde à vue, de détention provisoire et les conditions de détention souvent inhumaines.

Les droits de la femme ont connu un léger progrès, notamment à travers la représentativité dans les instances de décision. Force est de constater que les violences basées sur le genre (VBG) ont augmenté dans le pays, notamment dans la Région de Mopti où les viols collectifs et la répudiation sont monnaie courante.

S'agissant de la situation des enfants, les violences à l'égard des enfants affectés par les conflits armés ont fait l'objet d'une attention particulière, surtout dans le Centre.

Au titre des droits des personnes en situation de handicap, le rapport salue la prise du décret d'application de la loi N2018-027 du 12 juin 2018 relative aux droits des personnes vivant avec un handicap en septembre 2021.

Le rapport traite du respect du droit à un environnement sain appelant l'État à prendre des

mesures concrètes dans la mise en œuvre de ses engagements en faveur des populations sur l'étendue du territoire national. La CNDH salue ainsi, l'adoption de la loi en 2021 sur la pollution et les nuisances sonores.

Enfin, le rapport formule, à l'intention du Gouvernement, des recommandations générales qui portent entre autres sur : la sécurisation des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national ; le renforcement de l'institution judiciaire en ressources humaines, matérielles et financières lui permettant d'enquêter et de statuer sur les cas de violations graves des droits de l'Homme commises au Mali ; l'adoption d'une loi réprimant l'esclavage et les pratiques assimilées ; l'adoption d'une loi réprimant les VBG ; le renforcement et l'amélioration des mécanismes de lutte contre la corruption et la mauvaise gouvernance.

■ Binadjan Doumbia

Mopti : Bâtir la paix à travers la lutte contre la désinformation

Le 14 décembre dernier, le bureau régional de la MINUSMA à Mopti a réuni 25 journalistes, blogueurs et producteurs de médias numériques des régions San, Ségou, Bandiagara, Mopti et Douentza pour améliorer leurs connaissances dans la lutte contre la désinformation et la mésinformation, notamment sur les réseaux sociaux.

Cette journée a aussi servi de cadre pour rappeler les fondamentaux du journalisme car « toute information fautive et délibérément créée pour nuire à une personne, un groupe social, une organisation ou un pays est une désinformation. On dit qu'il y a une mésinformation quand l'information est fautive mais elle n'est pas créée dans l'intention de nuire » selon les ressources des Nations unies sur la question. Lors de riches et incontournables échanges entre participants et formateurs, des exemples palpables du phénomène de la désinformation

et la mésinformation dans les régions du Centre ont été revus.

De tensions socioculturelles aux incitations à la violence, les mauvaises informations ont un impact nocif sur les citoyens mais également sur la MINUSMA. C'est pourquoi, les questions déontologiques sur la vérification des sources et la responsabilité de fournir au public des faits vérifiés ont été largement évoquées. La recherche, le partage d'information juste, vérifiée et crédible ont constitué des points essentiels de discussion.

L'importance de cette initiative pour les régions du Centre a été soulignée par la Journaliste Reporter de Ségou TV, Habibatou Traoré : « cet atelier intervient au bon moment vu le contexte actuel des régions qui sont représentées. Je suis assez outillée pour ne pas tomber dans l'erreur et contribuer efficacement à l'apaisement social en véhiculant les bonnes

informations. La communication doit nous rassembler et non nous diviser ». Le promoteur de la chaîne de télévision digitale Bandiagara 24, Ousmane Arama, s'est approprié ces propos en rappelant « qu'il faut lutter contre la désinformation et la mésinformation car elles créent des situations aggravantes vis-à-vis du conflit. Les acquis de cette journée, vont changer ma façon de partager les informations mais aussi celle de les vérifier et de les traiter ».

Cette journée a également été une occasion pour la MINUSMA de mieux expliquer son Mandat aux participants. Pour Abel KAVANAGH du bureau de la communication de la MINUSMA, « l'accès à l'information juste et vérifiée est un droit, c'est également un devoir. C'est valable pour les journalistes mais pour tous les utilisateurs de ces plateformes. Il faut vérifier toute information avant de la partager, car il s'agit d'un pilier de cohésion sociale et de stabilité. Nous avons toutes et tous un rôle à jouer à l'heure du tout numérique ».

Source : Minusma





Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Parti Mali Émergent : La démonstration de force de Mme Boré Aïssata Traoré



Le week-end dernier, conformément à un agenda arrêté par le directoire du parti Mali Émergent, c'était le tour de la commune VI du district de Bamako, de faire sortir les militants de ladite formation politique. Et rendez-vous était pris au foyer des jeunes de Magnambougou, aux environs de 16h. C'était à la faveur de la rentrée politique de ce parti majoritairement animé par les jeunes. En effet, cette rentrée politique du parti Mali Émergent, en commune VI du district de Bamako, qui est l'une des plus grandes municipalités en matière électorale, a été au-delà des attentes. En effet, dans cette circonscrip-

tion électorale, il y a une grande dame, du nom de Mme Boré Aïssata Traoré qui a accepté de militer dans cette formation politique. Cette femme au grand cœur s'est toujours montrée disponible pour servir son prochain. Et surtout quand il s'agit des jeunes. C'est pourquoi, les jeunes issus de ladite commune, ne se sont pas posés de question, avant d'adhérer au parti Mali Émergent. Parce qu'ils ont cru en Mme Boré Aïssata Traoré qui a déjà fait ses preuves dans l'accompagnement de cette jeunesse. Ainsi, intervenant pour présenter le bureau de la section communale, le président du mouvement des jeunes, Aliou Diarra a d'abord re-

mercié Mme Boré Aïssata Traoré pour son engagement aux côtés des jeunes. Tout en louant les qualités incommensurables de cette grande dame, M. Diarra a invité ses camarades jeunes à faire la politique. Pour ce faire, il a cité à titre d'exemple, le président de leur parti commun, Moussa Oumar Diawara dit Bathy. La grande dame, Mme Boré Aïssata Traoré, par laquelle, le parti Mali Émergent doit en partie sa présence remarquée en si peu de temps en commune VI a remercié son président Diawara pour avoir pensé à mettre cette formation politique sur les fonts baptismaux. Laquelle s'est donnée pour mission de donner espoir aux jeunes et aux femmes, à travers des actions contribuant à leur promotion. « **Le parti Mali Émergent a été créé par le président, Moussa Oumar Diawara dit Bathy pour donner de la voix et la place aux jeunes et aux femmes. Puisque lui-même, a été engagé dans la politique en tant que très jeune** » fera savoir Mme Boré. Avant de remercier, les notabilités et les personnes qui ont accepté de répondre à l'appel du parti, à travers sa modeste personne.

En réitérant le soutien du parti Mali Émergent, à travers son appartenance au regroupement l'Aréma, aux autorités de la transition, le président Moussa Oumar Diawara dit Bathy dira que notre pays, le Mali a amorcé une phase décisive pour son avenir. Il s'agit du projet de révision constitutionnelle engageant le devenir de notre pays. Et sur ce chantier, ce parti qui a été par et pour les jeunes ne pouvaient rester en marge de cette entreprise. C'est pourquoi, à en croire M. Diawara, le parti s'est engagé à aider les autorités de la transition à gagner ce challenge. C'est qu'explique cette démarche de la formation, à travers l'organisation des rentrées politiques dans les différentes communes du district de Bamako.

« **Notre parti est créé pour donner de l'espoir à la jeunesse. Puisse que c'est avec elle, qu'un nouveau Mali est possible. Et la refondation de ce pays, qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, ne peut se faire sans cette jeunesse. Se faisant, le parti Mali Émergent invite cette jeunesse à avoir confiance en elle-même** » dira le président Moussa Oumar Diawara dit Bathy en guise de croyance pour le Mali Kura voulu par les maliens dans leur écrasante majorité.

Ki-Zerbo

3e congrès de la CODEM : L'offre politique de Housseini Amion Guindo

Le 3^e Congrès ordinaire du parti Convergence pour le Développement du Mali (CODEM) s'est tenue les 17 et 18 décembre 2022, au Centre International de Conférence de Bamako (CICB). Il a été présidé par Housseini Amion Guindo président de cette formation. A cette occasion, la CODEM a fait une offre politique pour sortir le pays des crises récurrentes et lui permettre d'amorcer un véritable décollage politique, économique et social. Aussi il a lancé un appel aux plus hautes autorités pour prendre les dispositions idoines pour l'organisation et la tenue d'élections apaisées et sécurisées, devant garantir le succès du processus électoral de 2023-2024.

Au cours des travaux de ce troisième congrès trois (3) axes majeurs ont été évoqués. Il s'agit notamment d'un bref aperçu de la vie de Parti depuis son dernier congrès en 2017 ; l'état des lieux de la nation et l'offre politique de la CODEM pour sortir le pays des crises récurrentes et lui permettre d'amorcer un véritable décollage politique, économique et social.

Prononçant son discours, le président de la CODEM Housseini Amion Guindo a souligné que la période transitoire qui court depuis le 18 Août 2020, a permis à son parti de se voir hisser dans la posture de rassembleur et de coleader dans la vie politique malienne. En raison notamment, fait-il savoir, « **de leur participation active dans la création et le fonctionnement de la plateforme « JIGIYA KURA – ESPERANCE NOUVELLE» et du Cadre d'Échange des Partis et Regroupements politiques pour une Transition Réussie** ».

Ainsi, il a précisé que le 3^e congrès ordinaire du parti se tient dans un contexte, dit-il, « **très particulier, à savoir, la vie chère ; des grèves en cascade sur le front social ; une situation économique très grave née du cumul des effets de l'embargo de la CEDEAO qui a duré six (6) mois, des séquelles de la pandémie du Covid-19 et de la guerre en Ukraine ; l'insécurité grandissante dans presque toutes les régions, voire les environs de Bamako ; la montée en puissance des groupes terroristes, notamment l'ÉIGS et le JNIM ; les affrontements récurrents, d'une part, entre les groupes terroristes, et d'autre part entre**

ces derniers et les mouvements signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation ; le mécontentement grandissant des groupes armés signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (APR), notamment la CMA ; l'expansion du terrorisme sur les zones de grandes productions agricoles avec la menace de famine en filigrane ; l'apparition d'un banditisme endogène causé par la confusion semée par les groupes terroristes, le manque d'emploi, l'effondrement de l'économie rurale, l'absence d'État et des services sociaux de base, les désaccords avec certains de nos partenaires traditionnels ».

A cet effet, il a précisé que l'agenda politique de la Transition court des risques susceptibles d'entraver le respect des chronogrammes relatifs aux élections référendaire, communales, régionales, législatives et présidentielle qui ont été rendus public par le gouvernement le 03 juillet 2022.

En conséquence, il a affirmé que des signes leur permettent de douter de la bonne foi de certains acteurs de premier rang pour une organisation régulière, transparente, démocratique et inclusive des dites élections. Comme raison le président de la CODEM évoque entre autres la violation de la nouvelle Loi électorale dans la mise en place des structures de l'AIGE, le manque d'un dispositif transparent et inclusif d'approbation des candidatures aux prochaines élections, l'applicabilité de la nouvelle Loi électorale, notamment l'article 155 relatif à la possibilité pour certains responsables de la Transition de se présenter, ce qui suscite



déjà des débats dans les écuries politiques, les nombreux griefs relatifs au projet de la nouvelle Constitution ; le manque de Fichier électoral fiable, jusqu'à nos jours l'intransigeance des autorités à rendre opérationnel l'AIGE sans la quasi-majorité de la classe politique et l'inadaptation de l'actuelle Charte des partis politiques au contexte actuel. L'occasion a été mise à profit par Housseini Amion Guindo pour proposer aux maliens une offre politique composée de quatre (4) axes stratégiques pour mettre fin aux crises récurrentes dans notre pays et lui assurer une stabilité politique et économique. Il s'agit entre autres d'établir un contrat avec le peuple pour la sécurité, la paix et la réconciliation, de construire une société encore plus sécurisée et solidaire qui affirme le leadership national, assure plus de qualité dans la vie des maliens, tout en partageant plus équitablement les fruits de la croissance, de promouvoir le développement institutionnel et la culture démocratique comme instrument de mise en œuvre du développement solidaire et réussir notre insertion dans le processus des nouvelles vocations qui se dessinent pour l'Afrique et le monde.

Par ailleurs, il a suggéré au Président de la Transition, le colonel Assimi Goïta de s'impliquer personnellement pour apaiser les tensions avec la classe politique et la société civile afin de créer des conditions idoines pour des élections crédibles et acceptées de tous. « **Concomitamment à la préparation et à l'organisation des élections de 2023-2024, le Gouvernement devrait s'atteler à l'accomplissement sans réserve des missions régaliennes de l'État** », a-t-il conclu.

■ Binadjan Dombia

Communication : Amadou Moustapha Diop livre sa recette à la nouvelle génération

Le lancement du livre du Directeur associé de Diop Fall Associés. Com (DFA), Amadou Moustapha Diop s'est tenu, le samedi 17 décembre 2022, au siège de la structure. Le titre de l'ouvrage est : *La Com, Ma vie, Mon parcours*. Le livre est publié par la Sahélienne Edition. La cérémonie a enregistré la présence de plusieurs anciens ministres, des hommes d'affaires, de plusieurs acteurs du monde de la communication et un public amoureux de la langue de Molière.



Ce livre est une contribution précieuse à la littérature malienne, mais encore, un apport significatif au développement de la communication, secteur en pleine expansion. Écrit dans un style simple, l'ouvrage retrace l'enfance de l'auteur et sa vie professionnelle dominée par la communication. Dans une démarche purement scientifique, l'auteur explique les atouts du secteur de la communication.

Dans son intervention, Ismaila Samba Traoré, promoteur de la Sahélienne, a salué l'auteur Amadou Moustapha Diop qui, par son ouvrage, accepte de partager moult enseignements avec le public. « **Cet ouvrage est très important. Nous allons certainement, si l'occasion nous est donnée en 2ème édi-**

tion, le mettre dans la collection mémoire, qui accueille les grands textes et témoignages. 1992, a été l'année de naissance de la Sahélienne édition et MC2. Depuis lors que de chemin parcouru ! » Aussi, ajoute le patron de Sahélienne, Amadou Moustapha Diop « **est l'un des personnages le plus emblématiques. Il est celui qui a creusé les sillons par lesquels passent les jeunes opérateurs économiques. J'invite tous les professionnels de la communication à s'approprier le contenu de cet ouvrage pour le développement de ce secteur en proie à la prédation** », a-t-il conseillé.

A sa suite, plusieurs personnalités ont livré leurs témoignages. Celui de Daouda Fall aura

particulièrement ému la salle. D'une manière générale, tous ceux qui ont pris la parole, n'ont pas tari d'éloges à l'endroit de l'auteur. Pour eux, incontestablement, Amadou Moustapha Diop vient de mettre à la disposition du public malien un ouvrage de référence dans le domaine de la communication.

Très humble et connu pour son calme olympien, Amadou Moustapha Diop, l'auteur de l'ouvrage, *La Com, Ma vie, Mon parcours*, a livré au public les motivations qui président à la rédaction de son opus : « Je me suis rendu que même mes proches ne connaissaient pas mon parcours... De même j'ai eu envie de rendre hommage à certaines personnes. Parce qu'on est dans un pays où la reconnaissance est une denrée très rare. Le fait de rendre hommage à



certaines personnes de qualité et permettre à tout le monde de connaître mon modeste parcours, c'est tout ce qui m'a poussé à écrire ce livre », a-t-il confessé.

Amadou Moustapha Diop a saisi cette occasion pour remercier tous ceux qui ont effectué le déplacement. « **En essayant de faire le livre, je voudrais simplement apporter ma modeste contribution par rapport à mon vécu, partager cela avec la nouvelle gé-**

nération pour que les gens sachent qu'il n'y a pas de recettes miracles à ce qu'on peut appeler réussite. Parce qu'une réussite est relative. Pour certains, c'est gagner de l'argent, la dignité. Je pense que chaque parcours peut être rapporté à la nouvelle génération pour que certains s'en inspirent. C'était cela mon ambition. C'est important d'expliquer que DFA qu'ils voient aujourd'hui a une histoire d'au-

moins un quart de siècle. Ça peut aussi les pousser à entreprendre tout en restant patient, en essayant de développer certaines valeurs. En ayant un référentiel ça ne peut que les aider dans ce qu'ils entreprendront dans la vie. C'est cela mon ambition », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

Guinée Bissau : Les Chefs des opérations de la CEDEAO se réunissent à Bissau en prélude à la Session extraordinaire du Comité des Chefs d'Etat-major de la CEDEAO



Les Chefs des opérations de la CEDEAO se réunissent en prélude à la réunion extraordinaire du Comité des Chefs d'Etat-major de la CEDEAO (CCEM) qui se tiendra à Bissau, en Guinée Bissau, le 19 décembre 2022. La réunion d'une journée qui s'est ouverte ce 17 décembre 2022, sera suivie de la réunion des Chefs des Services des renseignements de la CEDEAO et du CCEM qui se tiendront respectivement les 18 et 19 décembre 2022.

Dans son allocution de bienvenue, l'Ambassadeur Dr. Abdel- Fatau Musah, Commissaire aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité de la Commission de la CEDEAO, que représentait Dr. Pawoumothom Cyriaque Agneke-thom, Directeur du Maintien de la Paix et de la Sécurité régionale, a rappelé que la situation sécuritaire dans la région a atteint un stade

qui nécessite l'activation de la Force en Attente de la CEDEAO (FAC) pour lutter contre le terrorisme.

Dans son allocution, Professeur Nazifi Abdul-lahi Darma, Commissaire aux Services internes de la Commission de la CEDEAO a exprimé sa gratitude au gouvernement et au peuple de Guinée-Bissau pour leur chaleureuse hospitalité, et a souligné la nécessité de trouver une solution durable aux problèmes sécuritaires qui minent la région. Il a encouragé les Chefs des opérations de la CEDEAO à émettre les meilleures idées censées permettre de venir à bout du terrorisme dans la région.

Dans son discours d'ouverture, le Général Biague Nan Tam, Chef d'Etat-major de la République de Guinée-Bissau et président du Comité des Chefs d'Etat-major de la CEDEAO, a souligné que la FAC peut être utilisée pour

combattre le terrorisme et rétablir l'ordre constitutionnel dans la région lorsqu'il est menacé.

La réunion devrait aboutir à des options et des modalités pour le déploiement efficace de la Force en Attente de la CEDEAO (FAC) dans la lutte contre le terrorisme et pour la restauration de l'ordre constitutionnel partout où il est menacé dans la région. Le rapport de la réunion sera soumis à l'examen du CCEM et de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.

Les Chefs des opérations de la CEDEAO sont composés d'officiers des opérations militaires des États-majors des États membres de la Communauté.

Source : CEDEAO

CEDEAO : Mission de dissémination, de collecte de données complémentaires et d'évaluation des capacités en Système d'Information Énergétique en Côte d'Ivoire, au Niger et au Nigeria

Le Système d'Information Énergétique de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (SIE-CEDEAO), au service d'une gouvernance éclairée du secteur de l'énergie », c'est le thème au cœur de la série d'ateliers qui se sont tenus les 30 novembre 2022 à Abuja au Nigeria, 06 décembre 2022 à Niamey au Niger et 09 décembre 2022 à Abidjan en Côte d'Ivoire. Ces ateliers ont été organisés par la Commission de la CEDEAO à travers le Projet d'Amélioration de la gouvernance du secteur de l'énergie (AGoSE-AO), financé par l'Union Européenne.

Au cours de l'atelier d'Abuja, le Directeur Général de la Commission de l'Énergie du Nigeria, Prof. Eli Jidere Bala a rappelé que les statistiques énergétiques servent d'intrants pour le développement, l'exploitation et la maintenance du Système d'Information Énergétique (SIE), auquel auront accès les chercheurs, les partenaires de développement, les particuliers et les organisations pour planifier, prendre des décisions éclairées et prendre des mesures efficaces dans la gestion de l'approvisionnement, de l'utilisation et des coûts de l'énergie. A Niamey, le Secrétaire Général Adjoint du Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables du Niger, Monsieur Salifou YAGI HAKIMI a indiqué que l'outil SIE-CEDEAO va permettre, à long terme, à l'ensemble des Etats membres de mettre en œuvre des politiques énergétiques structurées, cohérentes et articulées autour de priorités bien identifiées.

Pendant l'étape d'Abidjan, le représentant du Directeur Général de l'Énergie de Côte D'ivoire, Monsieur Pacôme N'Guessan N'Cho, Directeur

de l'électrification rurale, a, au nom de M. CISSE Sabati, rappelé que face aux difficultés d'accès des populations aux services énergétiques et aux différents enjeux socio-économiques que nos pays doivent relever, il est apparu nécessaire et opportun d'accorder une attention toute particulière à la mise en place d'un Système d'Information Énergétique, puisque l'utilisation d'une ressource de façon durable nécessite une bonne connaissance sa disponibilité et son potentiel, son mode de production, de transformation et le niveau de sa consommation pour en assurer sa pérennité, au bénéfice des générations actuelles et futures.

Dans chacun des pays parcourus au cours de cette mission, le Directeur de l'Énergie et des Mines de la CEDEAO, Mr Bayaornibè DABIRE ou son représentant, a souligné qu'un système d'information énergétique crédible, cohérent, fiable et régulièrement mis à jour, permettra à la CEDEAO de remplir sa mission de coordination et d'harmonisation des politiques et programmes des Etats membres dans le domaine de l'énergie.

Il a ajouté que ce système permet de fournir des données et des informations pour une meilleure planification, conception et suivi des stratégies et des politiques relatives au secteur de l'énergie. Le système dispose d'une plateforme web qui fournit, entre autres, les informations sur (1) la situation énergétique dans la région et dans les États membres, (2) les indicateurs socio-économiques et de développement durable, (3) les indicateurs d'émissions de dioxyde de carbone, (4) les politiques et réglementations et (5) les infra-



structures énergétiques. Il s'est réjoui que ce système soit désormais opérationnel, et consultable aussi bien par les décideurs que par le grand public. Il a enfin exhorté les pays à en faire un outil stratégique dans la planification de leur développement.

A l'issue des travaux, la Direction de l'énergie et des mines de la Commission de la CEDEAO a rassuré les acteurs nationaux au Nigeria, au Niger et en Côte d'Ivoire que tout sera mis en œuvre pour assurer la pérennisation de cet important outil d'aide à la décision mais également pour aider les Etats à améliorer les processus de collecte et la qualité des statistiques.

Pour rappel, le SIE-CEDEAO est rendu possible grâce à une assistance technique à travers le programme AGOSE-AO (Amélioration de la gouvernance du secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest). Ce programme a été conçu dans le cadre d'un accord de coopération entre la Commission de la CEDEAO et la Commission de l'Union européenne (UE) au titre du 11ème Fonds Européen de Développement (FED). L'assistance technique est mise en œuvre par NTU International A/S.

L'objectif global du programme AGOSE-AO est de « contribuer à la réduction de la pauvreté par une intégration régionale accrue dans le secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest ». L'objectif spécifique est d'apporter un soutien aux institutions spécialisées de la CEDEAO (EEEOA, ARREC et CEREEC) ainsi qu'à l'UEMOA dans la mise en œuvre d'activités liées à l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'énergie.

Source : CEDEAO

Mondial FIFA Qatar'22 : Le Centre des Médias du pays hôte, une expérience unique

Le Haut Comité pour les Projets et l'Héritage a tenu à fournir des services de haut niveau aux représentants des médias du monde entier, afin de s'assurer que leur expérience au Qatar lors de leur couverture du Mondial de la Fifa, qui se déroule au Qatar, soit fluide et agréable, en faisant installer un Centre de Médias au pays hôte, offrant ainsi pour la première fois une expérience unique dans l'histoire de la Coupe du Monde.



« De bonnes conditions de travail », parle Tuvesh, journaliste de la Modalvie « Rien ne manque aux journalistes pour faire correctement leur travail au Qatar et si toutes les Coupes du Monde pouvaient être ainsi », Collins de la presse kenyane.

À l'image du Qatar National Convention Center (centre nerveux des médias), le Centre des Médias du pays hôte, situé au cœur de Msheireb Downtown Doha, offre une gamme de services pour offrir les meilleures conditions de travail à des milliers de représentants des médias de différents pays du monde, y compris des représentants des médias et de la radio-diffusion accrédités par la Fifa.

L'accréditation des médias du pays hôte donne accès à la Fifa Fan Festival et aux zones réservées aux supporters, et est liée ipso facto à une autorisation de tournage, qui permet aux médias et aux diffuseurs accrédités de filmer dans divers endroits du pays, notamment :

Souq Waqif, Katara, Musheireb, la Corniche et d'autres sites tels que détaillés sur le portail des médias du Qatar.

La directrice exécutive du Département de la communication et des médias auprès du Haut Comité pour les Projets et l'Héritage, Mme Fatima Al-Nuaimi, a indiqué dans une déclaration précédente que : « La création du Centre des Médias du pays hôte s'inscrivait dans le cadre des efforts constamment fournis par le Comité pour apporter aux représentants des médias, y compris les correspondants, les représentants des diffuseurs et les photographes, une expérience efficace dans un site intégré, qui leur assure des services et des installations de pointe pour effectuer leurs tâches professionnelles lors de la couverture des compétitions et des événements du tournoi ».

Le Centre des médias du pays hôte fournit tout ce dont les professionnels des médias ont besoin pour exercer leurs fonctions tout au long

de la Coupe du Monde de Qatar 2022. Il comprend de nombreuses installations, dont une salle pour les conférences de presse, des studios, des bureaux de travail et une salle des médias pouvant accueillir jusqu'à 100 personnes, comme il est ouvert 24 heures sur 24 pendant le championnat du monde.

Les professionnels des médias suivent la retransmission en direct des matches de la Coupe du monde sur des écrans géants dans le Centre des Médias du pays hôte, où sont tenues des conférences de presse pendant le tournoi, et qui donne aux professionnels des médias la possibilité d'interviewer les porte-parole du Haut Comité ou des représentants de l'État.

Correspondance particulière
Boubacar Diakité Sarr
Depuis Doha au Qatar
Source : Mali Tribune



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous pourriez, ce matin, entrer en confrontation avec un client ou l'un de vos collègues et cela pourrait affecter votre moral et votre motivation. Heureusement, cela sera de courte durée, car dans l'après-midi, la signature d'un contrat ou une proposition de collaboration pour un nouveau poste vous regonflera à bloc. Vous pourriez avoir la déception de constater que votre projet immobilier ne peut aboutir faute de financement suffisant. Toutefois, ne désespérez pas et appelez votre banque dans l'après-midi. Un arrangement pourrait être trouvé afin que vous puissiez signer votre contrat de vente.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Dans votre signe, une opposition solaire favorisera les prises de bec. Suite à un profond désaccord, vous pourriez essuyer les critiques d'un supérieur. Au lieu de vous taire, vous haussez le ton, ce qui envenimera la situation. Chaud devant...

Vos tracas financiers ? Que ces derniers soient grands ou petits, vous les garderez pour vous. En effet, d'une part, vous aurez le culte du secret autour de l'argent. D'autre part, vous aurez votre fierté. Pour vous, cette dernière n'a pas de prix...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Besogneux, vous vous attèlerez à votre travail sans vous poser la question de savoir si vous parviendrez à boucler vos dossiers. Cela sera pour vous, déjà une grosse perte de temps de rentrer dans ce genre de configuration. Vous serez performant.

Méfiez-vous, car avec Vénus dans votre signe, vous pourriez bien attraper le syndrome de la boulimie de consommation pour combler vos désarrois. Si vous souhaitez dépenser votre argent, réfléchissez au moins à investir dans des produits utiles.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La vie vous propose de changer d'activité. Vous aimeriez trouver un poste qui favorise l'épanouissement et d'autres activités diversifiées. Un ami a la possibilité de vous donner de bons contacts ou de vous communiquer son expérience sur un secteur.

Votre véhicule et des charges liées à l'habitation, comme des factures importantes, peuvent tomber en simultané et réduire beaucoup votre budget. Un imprévu a la possibilité d'engager des frais qui tombent au mauvais moment. Un moment de stress est à prévoir.



Lion (22 juillet - 23 août)

Il pourrait aujourd'hui vous être proposé un déplacement professionnel voire une mutation qui pourrait perturber votre vie familiale. Ne vous emportez pas et demandez un entretien avec votre direction, elle saura entendre vos arguments.

Un différend pourrait vous opposer à un voisin ou un copropriétaire qui pourrait vous engager financièrement. Ne vous en faites pas, vous saurez rester maître de la situation et imposer vos conditions avec fermeté et diplomatie à la fois.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, si vous êtes à votre compte, vous pourrez ouvrir votre boutique ou magasin en retard. Du coup, en perdant des clients, votre chiffre d'affaires ne sera pas extraordinaire. Si vous êtes salarié, vous n'aurez pas les yeux en face des trous.

Avec l'argent, vous aurez une très mauvaise habitude : faire suivre vos comptes bancaires par votre partenaire. Ce dernier est plein de bonne volonté, mais ne comprend rien aux chiffres. Du coup, cela revient à dire que son action est presque inutile !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Uranus stimulera votre motivation. Toutefois, vos ambitions ne ressembleront plus à celles que vous aurez caressées par le passé. Cela ne sera plus de gloire dont vous rêvez, mais de donner un nouveau sens, plus stimulant, à votre vie professionnelle.

Dire que vous allez décrocher le jackpot serait enjoliver la réalité. Vous ne manquez pas d'argent, mais ce que vous gagnerez sera réinvesti aussitôt dans des achats pour votre maison. Vous ne pourrez pas vous dérober à ses dépenses, il y aura urgence.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Pour le moment, les astres vous font rechercher un poste plus diversifié. La routine professionnelle peut vous miner le moral et votre créativité ne s'exprime pas comme vous l'aimeriez. Soyez un peu patient et comparez les propositions qui arrivent.

Votre situation matérielle est stable à condition de faire attention. Les dépenses sont consacrées à des charges familiales et à des paiements obligatoires. Gardez votre trésorerie pour des achats inévitables réservés à la vie quotidienne ou à l'habitation.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si vous êtes indépendant ou aspirez actuellement à créer votre entreprise, attendez-vous à ce que l'on tente de vous mettre des bâtons dans les roues aujourd'hui. Sachez toutefois que vous n'êtes pas seul et que vous pourrez compter sur le soutien d'amis ou associés. Un imprévu soudain pourrait bien déstabiliser votre situation financière et vous mettre en difficulté aujourd'hui. Appelez votre banque qui vous octroiera sans difficulté un délai ou un découvert autorisé le temps que vous rétablissiez l'équilibre de votre budget.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si vous êtes demandeur d'emploi, vous refuserez aujourd'hui une offre de travail... Si vous êtes salarié, vous direz non à un accroissement de vos responsabilités. Ami Capricorne, votre attitude ressemblera fort à de la fainéantise ! Eh oui...

La planète Saturne va complètement brouiller les pistes... Votre ambition sera stoppée net ! En clair, vous allez vivoter du matin jusqu'au soir. Snif ! Votre formule mathématique du jour sera la suivante : petits besoins = petits revenus ! Eh oui...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Le meilleur conseil de Jupiter sera de ne pas trop vous avancer, surtout si vous ne savez pas où vous mettez les pieds. Mieux vaudra peaufiner vos arguments et votre stratégie, pour que vos intentions ne se traduisent pas par un coup d'épée dans l'eau.

Il ne vous viendra même pas à l'esprit de nier que l'argent sera important pour vous. Peut-être que cela choquera certains, mais vous serez à l'aise avec ça. Pour autant, vous serez prudent dans vos placements et vous ne miserez pas gros sur ce projet.



Poisson (19 février - 21 mars)

Les astres vous permettent de prendre un tournant important dans votre carrière. Une formation peut être en cours et vous ouvrir des perspectives. Mars en Cancer peut pourtant vous faire réfléchir et apporter des doutes sur votre nouvelle route prise.

Il faut fournir des efforts pour ne pas dépenser l'ensemble de votre budget. Vous pourriez craindre un léger découvert avant la fin du mois. Vénus en Taureau vous tente terriblement pour les achats liés aux loisirs ou aux invitations d'amis dans un restaurant.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23